

Short bios – Training in France

Sara Brimbeuf

Avocate de formation et diplômée d'un master de droit international économique de l'Université Paris Panthéon-Sorbonne, Sara a rejoint Transparency International France en 2018 après être passée par le département de droit pénal des affaires d'un cabinet d'avocat, la division anti-corruption de l'OCDE et le programme Globalisation et Droits Humains d'une organisation non gouvernementale.

Responsable du plaidoyer Grande Corruption et Flux Financiers Illicites, elle travaille plus particulièrement sur la restitution des « biens mal acquis », la lutte contre le blanchiment la transparence des informations sur la propriété effective. En charge du suivi et de la coordination des affaires dites des « biens mal acquis » et de corruption transnationale dans lesquelles l'association s'est constituée partie civile, Sara travaille également sur la reconnaissance et la réparation du préjudice des victimes de la corruption.

Sara Brimbeuf is head of Illicit Financial Flows Advocacy at Transparency International France. A lawyer by training, she is in charge of advocacy in asset recovery, monitoring legal disputes related to "ill-gotten gains," the fight against money laundering and beneficial ownership transparency. In foreign bribery cases, she focuses on the recognition and reparation of the damage suffered by victims of corruption. She holds and Masters degrees in General International Law and International Economic Law from the University of Paris I Pantheon-Sorbonne.

Alexandre Brutelle

Alexandre Brutelle est un journaliste d'investigation indépendant depuis 2014. Il a travaillé sur les flux financiers illicites, les crimes environnementaux et les violations des droits de l'homme dans des pays du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Europe. Alexandre a enquêté sur les biens mal acquis du clan Moubarak dans l'UE de 2018 à 2019 et a géré trois projets d'enquête transfrontaliers sur la privatisation de l'eau en Bulgarie, le commerce de bois occulte au Ghana et le gaz de schiste en Afrique du Nord par la suite.

En 2017, il a créé le projet de data-journalisme [Politics Watch](#), la première base de données en ligne sur la criminalité dans la sphère publique. Il est coordinateur de projet de journalisme d'investigation pour l'ONG [CiFAR](#) depuis 2019 et a été formateur pour plusieurs ateliers de journalisme.

Alexandre a cofondé le [Environmental Investigative Forum](#) en 2020, une organisation à but non lucratif destinée à fournir un soutien, un financement et une expertise à une équipe de scientifiques et de journalistes menant des enquêtes environnementales.

Alexandre Brutelle is a French reporter and freelance investigative journalist since 2014. He has worked on illicit financial flows, environmental crime and human rights abuses in Middle Eastern, African and European countries. Alexandre investigated the Mubarak clan ill-gotten assets in the EU from 2018 to 2019 and managed three cross-border investigative projects on water privatization in Bulgaria, occult wood trading in Ghana and shale gas in North Africa afterwards.

In 2017, he created the data-journalism project [Politics Watch](#), the first online database about criminality in the public sphere. He is an investigative journalism project coordinator for the NGO [CiFAR](#) since 2019 and has been a trainer for several journalism workshops.

Alexandre co-founded the [Environmental Investigative Forum](#) in 2020, a non-profit organization designed to provide support, funding and expertise to team of scientists and journalists for environmental investigations.

Carlotta Carbone

Carlotta Carbone est chercheuse postdoctorale et assistante d'enseignement à la Faculté de sciences politiques et sociales de l'*Università Cattolica del Sacro Cuore*. Ses recherches portent principalement sur la transparence de la propriété effective, le blanchiment d'argent et la corruption. Dans ce domaine, elle a contribué à de nombreux projets de recherche, au niveau national et international, parmi lesquels CSABOT et DATAACROS. Elle est membre de *The Ownership Monitor (TOM)*, le centre de R&D d'excellence pour l'analyse des structures de propriété des entreprises lancé par *Transcrime* et sa spin-off *Crime&Tech*. Elle soutient le point de contact italien des correspondants locaux de recherche sur la corruption de la Commission européenne. Elle est titulaire d'un doctorat en criminologie et d'un master en politique publique (programme d'études sur les politiques de sécurité) de l'*Università Cattolica del Sacro Cuore* (Italie).



Carlotta Carbone is a postdoctoral research fellow and teaching assistant at the Faculty of Political and Social Sciences at Università Cattolica del Sacro Cuore. Her research focuses mainly on beneficial ownership transparency, money laundering and corruption. In this domain, she has contributed to numerous research projects, at national and international level, among which CSABOT and DATAACROS. She is a member of The Ownership Monitor (TOM), the excellence R&D hub for the analysis of business ownership structures launched by Transcrime and its spin-off

Crime&tech. She supports the Italian contact point of the Local Research Correspondents on Corruption of the European Commission. She holds a PhD in Criminology and a MA in Public Policy (curriculum in Security Policies) at the Università Cattolica del Sacro Cuore (Italy).

Sophie Lemaître

Sophie Lemaître a rejoint le [U4 Anticorruption Resource Center](#) en août 2019, pour y diriger les recherches sur les ressources naturelles ainsi que les flux financiers illicites (FFI). Juriste de formation, elle s'est spécialisée dans les flux financiers illicites et les ressources naturelles, avec un accent sur la gouvernance forestière, les industries extractives et la faune sauvage.

Avant de rejoindre U4, elle a travaillé pour diverses organisations et ONG au niveau national et international, notamment le CIRAD, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et Sherpa.

Titulaire d'un master en droit international des affaires de l'Université de Toulouse, en France, et d'un master en droit international et européen de l'environnement de l'University College London, elle a effectué son doctorat en droit à l'Université de Rennes 1, en France, sur la corruption, la fraude/évasion fiscale et le blanchiment d'argent au sein des industries extractives. Elle met en évidence la manière dont certains acteurs parviennent à perpétuer les pratiques illicites, notamment en faisant preuve de créativité et d'innovation pour manipuler, contourner ou détourner les instruments et mesures adoptés pour lutter contre les flux financiers illicites.

Sophie Lemaître joined the [U4 Anticorruption Resource Center](#) in August 2019, to lead the work on natural resources as well as illicit financial flows (IFF). A lawyer by training, she specialised in illicit financial flows and natural resources, with a focus on forest governance, extractive industries, and wildlife.

Prior to joining U4, she worked for various organisations and NGOs at the national and international level, including CIRAD, the Food and Agriculture Organisation of the United Nations, and Sherpa.

Holding a Master degree in international business law from the University of Toulouse, France and a M. on international and European environmental law from University College London, she did her law PhD at the University of Rennes 1 in France, on corruption, tax evasion/avoidance, and money laundering within the extractive industries. It highlights how certain actors succeed in perpetuating illicit practices, notably by being creative and

innovative in manipulating, circumventing or diverting instruments and measures adopted to combat illicit financial flows.

Lucas Millán

Lucas Millán est chercheur au sein du *Tax Justice Network* où il travaille notamment sur le *Tax Justice Network's Financial Secrecy Index* et le *Corporate Tax Haven Index*. Il a étudié en France et aux États-Unis, où il a obtenu une licence au sein des universités Pierre et Marie Curie et Panthéon-Assas, puis un master au sein des universités de Paris-Sorbonne et de Boston. Son parcours académique l'a conduit des mathématiques aux relations internationales, en passant par le droit, avant de se spécialiser en politique fiscale. Lucas a une connaissance détaillée de l'architecture fiscale internationale, ayant étudié en profondeur les règles nationales en vigueur et les différents maillages de traités internationaux. En étroite collaboration avec d'autres membres du *Tax Justice Network*, il étudie les aspects techniques de l'évasion fiscale des entreprises, brisant le voile de la complexité juridique pour s'attaquer aux politiques fiscales aux impacts néfastes pourtant promues dans le monde entier.

Lucas Millán is senior researcher for the Tax Justice Network's Financial Secrecy Index and Corporate Tax Haven Index. He studied in France and the United States, completing Bachelors' degrees at Pierre et Marie Curie and Panthéon-Assas universities, followed by Master's degrees at Paris-Sorbonne and Boston universities. His academic path has taken him from mathematics and law to international relations, and finally to tax law and policy. Lucas has a detailed knowledge of international tax architecture, having investigated domestic rules and treaty networks in depth. In close collaboration with other members of the Tax Justice Network team, he researches technical aspects of corporate tax evasion, breaking the veil of legal complexity to address damaging tax policies promoted around the world.

Maíra Martini

Maíra Martini est chercheuse au sein du secrétariat de Transparency International situé à Berlin, et s'est spécialisée dans la lutte contre le blanchiment d'argent et la transparence de la propriété effective. Elle dirige actuellement le programme global de Transparency International sur les flux d'argent illicites et est également membre du Consortium mondial de lutte contre la corruption (GACC), un partenariat entre Transparency International et les journalistes d'investigation de l'*Organized Crime and Corruption Reporting Project* (OCCRP). Maíra est l'auteur de plusieurs publications et analyses de TI-S sur la lutte contre le blanchiment d'argent, et elle fait également partie des groupes de pilotage d'*OpenOwnership* et de l'*Anti-Corruption Data Collective* (ACDC). Maíra coordonne

également des initiatives conjointes avec des acteurs clés de la société civile et des secteurs public et privé afin de plaider pour l'amélioration des normes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme par le Groupe d'action financière (GAFI) et d'autres organismes de normalisation.

Maíra Martini is a research and policy expert at Transparency International in Berlin specialising in anti-money laundering and beneficial ownership. She currently leads TI's global programme on corrupt money flows and is also a member of the Global Anti-Corruption Consortium (GACC), a trail-blazing partnership between TI and investigative journalists from the Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP). Maíra has authored several TI-S publications and analyses on anti-money laundering, and she also sits on the steering groups of OpenOwnership and the Anti-Corruption Data Collective (ACDC). Maíra also coordinates joint initiatives with key stakeholders from civil society and the public and private sectors to advocate for improved anti-money laundering and counter-terrorist financing standards by the Financial Action Task Force and other standard-setting bodies.

Caterina Paternoster



Caterina Paternoster est doctorante en criminologie à l'*Università Cattolica del Sacro Cuore* de Milan et chercheuse junior chez Transcrime. Ses recherches portent principalement sur la transparence des bénéficiaires effectifs, le blanchiment d'argent et le crime organisé. Dans ce domaine, elle a contribué à de nombreux projets de recherche, au niveau national et international, parmi lesquels CSABOT. Elle est membre de *The Ownership Monitor* (TOM), le centre de R&D d'excellence pour l'analyse des structures de propriété des entreprises lancé par Transcrime et sa spin-off Crime&tech. Elle est titulaire d'une maîtrise en politiques publiques (programme d'études en politiques de sécurité) de l'*Università Cattolica del Sacro Cuore*.

Caterina Paternoster is a Ph.D. student in Criminology at the Università Cattolica del Sacro Cuore in Milan and a junior researcher at Transcrime. Her research focuses mainly on beneficial ownership transparency, money laundering and organised crime. In this domain, she has contributed to numerous research projects, at national and international level, among which CSABOT. She is a member of The Ownership Monitor (TOM), the excellence R&D hub for the analysis of business ownership structures launched by Transcrime and its spin-off Crime&tech. She holds a MA in Public Policies (curriculum in Security Policies) at the Università Cattolica del Sacro Cuore (Italy).

Michele Riccardi



Michele Riccardi est directeur adjoint et chercheur principal au sein de Transcrime. Il est également professeur adjoint d'analyse d'information financière et commerciale à l'*Università Cattolica del Sacro Cuore* et de méthodes d'évaluation des risques à l'Université de Palerme. Il enseigne le blanchiment d'argent et les pays en développement à l'ASERI - *Alta Scuola di Economia e Relazioni Internazionali*. Ses recherches portent principalement sur le blanchiment d'argent, la criminalité financière et le crime organisé. Dans ce domaine, il a coordonné ou contribué à de nombreux projets de recherche, au niveau national et international (parmi lesquels CSABOT, DATACROS et EBOCS), et est l'auteur de nombreuses publications. Il est membre de *The Ownership Monitor* (TOM), le centre de R&D d'excellence pour l'analyse des structures de propriété des entreprises lancé par *Transcrime* et sa spin-off *Crime&Tech*, dont il est le cofondateur. Il est membre de l'ARO - Asset Recovery Office de la Commission européenne, du groupe d'experts de l'évaluation supranationale des risques de blanchiment d'argent de l'UE (SNRA) et de l'évaluation nationale italienne des risques de blanchiment d'argent (NRA). Il est membre du groupe de travail des Nations Unies sur la mesure des flux financiers illicites (SDG 16.4). Il a été consulté par le GAFI et la Banque mondiale sur le blanchiment d'argent et les initiatives d'évaluation des risques. Il est titulaire d'un doctorat en criminologie, d'une maîtrise en comptabilité et en économie financière (avec distinction) de l'université d'Essex (Royaume-Uni) et d'une maîtrise en relations internationales (avec distinction) de l'Università Cattolica del Sacro Cuore (Italie).

Michele Riccardi is Deputy Director and Senior Researcher at Transcrime and Adjunct Professor of Financial and Business information analysis at the Università Cattolica del Sacro Cuore and of Risk Assessment Methods at the University of Palermo. He is also teaching Money laundering and Developing Countries at the ASERI – Alta Scuola di Economia e Relazioni Internazionali. His research focuses mainly on money laundering, financial crime and organised crime. In this domain, he has coordinated or contributed to numerous research projects, at national and international level (among which CSABOT, DATACROS and EBOCS), and has authored numerous publications. He is a member of The Ownership Monitor (TOM), the excellence R&D hub for the analysis of business ownership structures launched by Transcrime and its spin-off Crime&tech. He is member of the ARO – Asset Recovery Office of the European Commission, of the Experts group of the EU Supranational money laundering risk assessment (SNRA) and of the Italian National ML risk assessment (NRA). He is member of the UN working group in the measurement of illicit financial flows (SDG 16.4). He has been consulted by FATF/GAFI and World Bank on money laundering and risk assessment initiatives.

He holds a PhD in Criminology, a MSc in Accounting and Financial Economics (with Distinction) at the University of Essex (UK) and a MA in International Relations (Cum Laude) at the Università Cattolica del Sacro Cuore (Italy). He is co-founder of Crime&tech, spin-off of Transcrime-Università Cattolica.

Atanas Tchobanov

Basé à Paris, Atanas Tchobanov est le cofondateur du site d'investigation bulgare Bivol.bg, qui dénonce les liens entre l'État et la mafia en Bulgarie. Les publications de Bivol ont déclenché la plupart des grands scandales de corruption en Bulgarie au cours des six dernières années. Atanas Tchobanov a contribué à de nombreuses enquêtes transfrontalières concernant les avoirs cachés en Bulgarie par des fonctionnaires étrangers et l'utilisation abusive des fonds européens.

Il est titulaire d'un doctorat en linguistique informatique de l'Université de Paris Nanterre et travaille comme ingénieur de recherche senior au CNRS. Dans le cadre de son activité journalistique, il s'intéresse également à la collecte et à l'exploration des big data, aux méthodes de médecine légale et aux techniques de cryptage pour protéger les communications et les sources journalistiques.

Atanas Tchobanov a reçu le prix national serbe du reportage d'investigation pour 2016 et 2017. En 2016, il a été élu membre du conseil d'administration du réseau de journalisme d'investigation OCCRP.

Based in Paris, Atanas Tchobanov is co-founder of the Bulgarian investigative website Bivol.bg, exposing the State-Mafia nexus in Bulgaria. Bivol publications triggered most of the major corruption scandals in Bulgaria in the last 6 years.

Atanas Tchobanov has contributed to many cross-border investigation cases concerning hidden assets in Bulgaria by foreign officials and abuse of EU money.

He holds a PhD in computational linguistics from Paris Nanterre University and works as a senior research engineer in CNRS. In his journalistic activity he is also interested in big data harvesting and exploring, forensic methods, and encryption techniques for protecting the communications and the journalistic sources.

Tchobanov is a co-recipient of the Serbian National Award for Investigative Reporting for 2016 and 2017. In 2016 he was elected member of the Board of the investigative reporting network OCCRP.